

Se syndiquer pour l'indépendance

Quelques remarques à propos de l'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe

Intimement mêlée à l'histoire des luttes de libération nationale, l'histoire du syndicalisme guadeloupéen est fortement marquée par l'anticolonialisme. Le mouvement indépendantiste y conserve une influence prépondérante, au travers de la principale organisation syndicale de l'île : l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe, forte d'une dizaine de milliers d'adhérents. Saisir le mode de fonctionnement de l'UGTG en tant qu'institution, « dans et par l'adversité »¹ qui la lie au contexte colonial, demande d'abord de caractériser le syndicalisme indépendantiste comme un syndicalisme « intégral ». Cette forme de syndicalisme, qui consiste à s'acquitter de la défense des salariés et de la gestion des relations entre employeurs et employés sur le lieu de travail tout en avançant des objectifs éminemment politiques, est constamment mise en avant par l'UGTG et exerce une grande influence tant sur la forme organisationnelle que sur les répertoires d'action propres à ce syndicat. Par ailleurs,

1. Entre autres éléments caractéristiques de cette « adversité », on peut citer l'absence de reconnaissance de l'UGTG au niveau national, ce qui équivaut, pour les syndicalistes indépendantistes, à « nier le fait syndical guadeloupéen », difficulté à laquelle se superposent la répression envers les militants et la mauvaise réputation de l'UGTG, sur lesquelles nous reviendrons plus longuement par la suite.

PIERRE ODIN
 Doctorant au Centre d'études
 et de recherches internationales,
 Institut d'études politiques de Paris

l'UGTG demeure le principal appareil de mobilisation dans le champ des luttes sociales en Guadeloupe : elle a été la pièce maîtresse de la grève générale de 2009 et du collectif Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP). Ce collectif, « Unité contre l'exploitation », rassemble 48 organisations². Créé le 5 décembre 2008 et toujours en activité, il se donne pour but de mobiliser la population guadeloupéenne contre la « vie chère », en désignant le système d'échanges économiques entre la métropole et la France comme responsable d'une hausse des prix ressentie

2. Pour les syndicats : Union générale des travailleurs guadeloupéens, CGT-Guadeloupe, Centrale des travailleurs Unis, FSU Guadeloupe, Syndicats des personnels de l'enseignement guadeloupéen, Force ouvrière Guadeloupe, Unsa Guadeloupe, Sud-PTT Guadeloupe, CFTEC Guadeloupe ; pour les partis politiques : le Parti communiste Guadeloupéen, Les Verts Guadeloupe, l'Union pour la libération de la Guadeloupe, Combat ouvrier, Groupe révolution socialiste ; pour les associations culturelles : groupe culturel Vokoum Mouvman Kiltirèl Gwadeloup, mouvement Akiyo. La liste complète est disponible sur : <http://www.lkp-gwa.org/>.

d'autant plus durement par la population que l'île subit les conséquences de la crise économique. À ce constat d'iniquité est adossée une dénonciation de la mainmise des élites économiques (les « pwofitans ») sur les ressources de l'île, élites dont la richesse contraste avec les difficultés d'une population insulaire particulièrement exposée à la pauvreté et au chômage³. Cette contribution se propose de présenter quelques éléments caractéristiques du syndicalisme tel qu'il est pratiqué par l'UGTG. D'abord, en évoquant les origines du syndicalisme indépendantiste en Guadeloupe, dans un contexte marqué par une poussée des luttes anticolonialistes et une répression importante de la part de l'État français, ensuite, en nous penchant sur le mode de fonctionnement de l'organisation elle-même et, enfin, en revenant sur l'activité de l'UGTG dans l'espace des mouvements sociaux en Guadeloupe – notamment sa place au sein du collectif LKP.

Aux origines du syndicalisme indépendantiste en Guadeloupe

L'UGTG naît au début des années 1970, à la suite des massacres de « mê 67 », qui marquent l'échec de la stratégie insurrectionnelle inspirée par la révolution cubaine et la guerre d'indépendance algérienne⁴, prônée par le Groupement des

Organisations Nationalistes de la Guadeloupe (GONG), organisation indépendantiste aux influences tiers-mondistes et maoïstes⁵. Une fois le GONG dissous, ses militants vont se diviser entre ceux favorables à une organisation politique indépendantiste (l'Union Pour la Libération de la Guadeloupe - UPLG) et les partisans du « syndicalisme de masse » comme principal outil pour rompre avec les institutions coloniales. L'UGTG naît donc en 1973 de l'échec de la stratégie d'insurrection armée et d'une défiance aiguë envers les organisations métropolitaines. L'objectif n'est plus un soulèvement insurrectionnel immédiat mais un « recentrage » sur les luttes économiques et les conflits du travail, afin de démontrer en pratique les contradictions d'intérêts qui opposent les classes populaires au colonialisme. D'emblée, l'UGTG veut incarner un syndicalisme « de masse, de classe et résolument anticolonialiste. »⁶. Dans une économie alors étroitement liée à la monoproduction agricole destinée à l'exportation, le syndicat est d'abord devenu majoritaire dans le secteur de la canne à sucre. Par la suite, il a diversifié son implantation, étendu son champ de syndicalisation à l'ensemble du salariat, avec des objectifs stratégiques : les salariés du secteur public (santé, travailleurs sociaux, secteur de l'emploi et

3. La première caractéristique de la classe ouvrière en Guadeloupe réside dans le poids que le chômage fait peser sur les travailleurs les plus pauvres et les moins qualifiés. Les Antilles sont à l'abandon : selon la dernière enquête INSEE, réalisée en juin 2009, 36 800 personnes sont des chômeurs au sens du Bureau international du travail, pour une population de 440 000 Guadeloupéens. Le taux de chômage de la Guadeloupe dépasse les 22 %. En outre, plus de la moitié des chômeurs de Guadeloupe le sont depuis plus de trois ans.

4. Sur les événements composant le soulèvement de « mai 67 » en Guadeloupe et la répression qui a suivi, voir Gama, Raymond, Sainton, Jean-Pierre,

Mé 67 : Mémoire d'un événement, Société guadeloupéenne d'édition et de diffusion, Pointe-à-Pitre, 1985, 263 p. ; Tomiche, Paul, *Luttes syndicales et politiques en Guadeloupe*, tome 2, *Mai 67, La Répression*, L'Harmattan, Paris : 2008, 280 p.

5. Daily, Andrew. "Maoism in the French Caribbean : the 1968 GONG Trial." American Historical Association, Chicago, Panel Organizer : Transnational Activism in the Long 1960s : A Global Perspective January 2012.

6. Déclaration du congrès de fondation de l'UGTG, le 2 décembre 1973. Voir : http://ugtg.org/article_4.html

de la formation, personnels d'éducation, fonctionnaires territoriaux et employés communaux), mais aussi au cœur de l'économie touristique (dans l'hôtellerie et la restauration notamment).

Compte tenu du contexte dans lequel l'UGTG a été créée, caractérisé par une forte répression contre les velléités indépendantistes parmi la jeunesse guadeloupéenne, le syndicat demeure très hiérarchisé et la discipline militante tient lieu, à l'origine, de « précaution ». Le respect de la discipline militante est présenté comme une condition de réussite du combat indépendantiste et le fait de souscrire à ce projet est une condition pour adhérer et exercer des responsabilités. Au fil du temps, cette discipline s'est maintenue pour résister à « la mauvaise image que les médias donnent de l'UGTG ». L'UGTG est en effet fréquemment dénoncée pour ses interventions « violentes » et cette image de syndicat « jusque-bouliste », « anti-démocratique » ou, pour reprendre une expression antillaise particulièrement médiatisée, « macoutiste⁷ », est largement relayée par les médias et agitée par un grand nombre de responsables politiques guadeloupéens. De même, pour de nombreux guadeloupéens, l'UGTG reste assimilée au « désordre » et à des velléités « révolutionnaires » : ses dirigeants et militants sont régulièrement inquiétés par la justice⁸, et le syndicat doit constamment se défendre

contre les accusations d'irresponsabilité proférées par les autorités et les médias. Consciente du fait qu'une majorité de Guadeloupéens demeure hostile ou sceptique vis-à-vis du projet politique qu'elle défend, l'UGTG maintient une certaine ambivalence quant à la question indépendantiste, expliquant être « à disposition » de tous les Guadeloupéens « confrontés à l'injustice du système colonial » pour politiser les conflits sociaux⁹. Cette posture affichée par l'organisation se confronte à la tension – on peut même parler de dilemme – entre la volonté de s'afficher comme un contre-pouvoir, inscrit dans la perspective d'accéder à l'indépendance, et les injonctions à la « normalisation » du syndicalisme qui sont largement relayées par les grands médias ou les médias locaux dès lors que l'UGTG est partie prenante d'un conflit social. L'UGTG se trouve ainsi placée dans une situation politiquement délicate, prise en tenaille entre la nécessité d'afficher le recours possible à des modalités d'action qui incluent parfois l'usage de la violence, afin d'être crédible en tant que contre-pouvoir local, et un certain nombre de contraintes qui pèsent sur son activité. Elle n'en est pas moins la première organisation de l'île, avec plus de 51 % aux élections prud'homales de 2008¹⁰. Plus concrètement, nombre de

7. Terme désignant à l'origine les pratiques du groupe de défense rapprochée du président Duvalier en Haïti dans les années 1960 (les « Tontons Macoute »).

8. Plus d'une trentaine de membres de l'UGTG – dont la plupart des responsables de l'organisation – font actuellement l'objet de poursuites judiciaires ou de procédures disciplinaires, le plus souvent à la demande de patrons guadeloupéens. Voir la liste publiée par l'UGTG en 2011 : http://ugtg.org/article_1425.html

9. Le discours de l'UGTG insiste sur la filiation « héroïque » entre les formes les plus anciennes de résistance à l'exploitation esclavagiste, notamment la fuite des esclaves ou « marronnage », la trajectoire des mouvements anticolonialistes et ouvriers et les manifestations contemporaines de la conflictualité sociale aux Antilles.

Voir notamment : Bonilla, Yarimar, « 4. Le syndicalisme comme marronnage : épistémologie du travail et de l'histoire en Guadeloupe. » in William, Jean-Claude, et al. *Mobilisations sociales aux Antilles. Les événements de 2009 dans tous leurs sens*, Karthala, Paris, 2012, 364 p., pp 77-94.

10. L'UGTG a obtenu 51,67 % des suffrages, progressant de 5 points par rapport à 2002.

Guadeloupéens se tournent vers l'UGTG pour régler des litiges sur leur lieu de travail.

Le fonctionnement de l'UGTG

Comprendre le fonctionnement de l'UGTG suppose d'adopter une perspective large et d'inscrire le syndicalisme indépendantiste dans les univers sociaux avec lesquels il est en contact. Cela implique, en premier lieu, de rompre avec certaines visions locales ou médiatiques qui tendent à en faire un syndicat « à part » ou, pire, une sorte de curiosité. Il faut, au contraire, se saisir des spécificités du contexte guadeloupéen et des legs coloniaux qui le caractérisent pour saisir les orientations de l'UGTG, sa doctrine, ses pratiques et ses mécanismes de recrutement. Parmi ces éléments contextuels, on peut noter que bon nombre de stéréotypes raciaux qui existent à propos des Noirs en Guadeloupe sont repris par les détracteurs de l'UGTG, tels que la fainéantise, l'effronterie ou la violence. Pour se défendre contre ces préjugés raciaux, l'UGTG exige de ses militants une forme d'exemplarité qui renvoie directement au projet de société qu'elle défend pour la Guadeloupe : les indépendantistes doivent être capables de montrer que le peuple guadeloupéen pourrait s'autogouverner, en allant à contre-courant d'un certain nombre d'idées reçues (telles que le désordre, le retard, etc.), profondément enracinées dans l'imaginaire collectif. Lors de nos entretiens avec les syndicalistes de l'UGTG, nous avons pu voir que cette injonction à la « normalité » a été intégrée au discours

syndical, abondant dans le sens d'un devoir d'exemplarité de la part des militants, même si le « discours dominant » à propos de l'UGTG fait systématiquement l'objet de vives critiques. Comme l'illustre l'extrait d'entretien suivant avec une responsable UGTG du secteur de la santé :

« Il faut tout le temps aller à contre-courant de ce que disent les médias. Expliquer aux gens, aller contre ce qu'on leur dit, ce qu'on leur fait comprendre. Les gens sont formatés, mais complètement formatés. On est toujours obligés, d'une certaine façon, de prouver ce vers quoi on veut tendre. Parce que les médias, leur obsession, c'est de montrer l'UGTG en train de casser. Je ne dis pas que ça n'arrive jamais. Certaines fois, quand on va discuter avec un patron, que le patron nous méprise, qu'il refuse de discuter, qu'est-ce qu'il nous reste hein ? Parfois les salariés sont plus énervés que les syndicalistes UGTG, attention ! Quand au bout de deux, trois, quatre demandes, le patron accepte de rencontrer les salariés et qu'il leur raconte des conneries, les salariés s'emportent, c'est humain quelque part ! Moi, maintenant, ce genre d'allégations contre l'UGTG, ça ne me fait plus rien. Mais ce que les médias retiennent c'est : "les salariés sont manipulés par l'UGTG qui veut tout casser !" . Alors que nous, combien de fois on insiste là-dessus : qu'un salarié doit être exemplaire, qu'il ne faut pas endommager l'outil de travail, qu'il faut respecter les horaires, qu'il faut savoir négocier et rester correct ? »¹¹.

Pour autant, les effets coercitifs liés à l'effort de discipline du syndicalisme indépendantiste ne ressurgissent pas

Le taux de participation a été de 23,19 %. En deuxième position, on retrouve la CGTG avec 19,83 %, puis la Centrale des travailleurs unis avec 8,57 %, FO avec 7,24 % et la CFTD avec 5,35 %.

11. Entretien avec N. responsable du secteur Union des travailleurs de la santé - UGTG, 2012.

forcément sous la forme d'un ensemble cohérent de représentations. En effet, même au sein de cette organisation hiérarchisée où les positions sont clairement identifiées et rappelées au cours des réunions et des permanences syndicales, les interactions quotidiennes entre les militants de l'UGTG et les salariés demeurent incertaines, ne serait-ce que parce qu'elles échappent en partie au contrôle des responsables syndicaux. Lorsqu'elles sont évoquées, notamment lorsque l'UGTG prépare une grève ou une manifestation, ces situations nécessitent une forme de « chapeutage », de « tutelle » ou de « rappel à l'ordre ». Ce que nous pouvons désigner comme une « culture UGTG » – au sens d'un ensemble partagé de manières d'agir, de penser et de sentir – comporte un certain nombre d'interdits et de tolérances.

De cette tension entre institutionnalisation et posture contestataire découle une attention particulièrement soutenue, de la part du syndicat et de son équipe dirigeante, aux modalités de recrutement et de formation des cadres, afin que ces derniers soient fidèles au projet indépendantiste et possèdent un bon niveau d'expertise dans leur domaine d'intervention socioprofessionnel. La formation syndicale possède plusieurs volets : elle est bien sûr centrée sur l'apprentissage et la vulgarisation du droit du travail, mais porte également sur l'histoire de la Guadeloupe et ses résistances (comme le proclame le slogan de l'UGTG : « Fè Mémwa Maché Fè Konsyans Vansé – faire marcher la mémoire pour faire prendre conscience »). L'organisation présente également un volet culturel et linguistique, notamment destiné à former les militants en vue d'élaborer du matériel de propagande – car bien que le créole soit la langue du parler

quotidien, peu de Guadeloupéens savent l'écrire. On peut ajouter à cela, outre les manifestations culturelles et sportives soutenues par l'UGTG, des formations pratiques destinées à promouvoir l'agriculture vivrière, censée détourner les Guadeloupéens des grandes surfaces et pallier l'absence d'une production agricole diversifiée.

Appréhender le syndicalisme indépendantiste impose par ailleurs une démarche permettant de situer celui-ci par rapport au champ politique partisan, c'est-à-dire l'espace de la compétition politique organisée, en saisissant l'écart qui l'en sépare. Le contre-pouvoir « institutionnalisé » propre au syndicat s'appuie sur un ancrage local, et l'audience de l'UGTG tient beaucoup à un syndicalisme multi-positionné, qui construit depuis longtemps des passerelles avec le milieu associatif. Concernant le rôle de l'UGTG au sein du collectif LKP, il faut d'abord prendre en compte le fait qu'agrèger des composantes extra-syndicales est cohérent avec le projet de société de l'UGTG, qui accepte traditionnellement de prêter main forte à tout mouvement qui prend parti pour la cause indépendantiste, ou accepte – même ponctuellement – de s'y associer. De ce fait, l'UGTG gagne à être considérée au regard de sa position à l'intersection de différents univers sociaux, l'investissement des membres du syndicat ou leur proximité avec de nombreux acteurs du domaine associatif (associations de promotion de la culture guadeloupéenne, y compris parmi les étudiants partis en métropole, associations pour la conservation du patrimoine, groupes carnavalesques, etc.) participe de cette conception culturelle englobante promue par l'UGTG au nom de la lutte indépendantiste. On peut citer notamment le fait que d'importants groupes

culturels tels qu'Akiyo ou Voukoum, ont été parmi les premiers à répondre à l'appel de l'UGTG dans le but de constituer le LKP en 2008¹².

L'UGTG dans le mouvement social

Ce n'est sans doute pas un hasard si le mot d'ordre de « grève générale » s'est imposé si rapidement au sein du LKP. Dans tous les secteurs où elle est implantée, c'est avant tout par la grève que l'UGTG s'est fait connaître. Il est d'ailleurs fréquent que l'ensemble des militants de l'UGTG soient appelés à se mettre en grève et à participer à des rassemblements pour soutenir tel secteur ou telle entreprise en lutte, même si, dans la pratique, on retrouve surtout des responsables de l'organisation dans ces démonstrations de solidarité. Lorsqu'adviennent ces grèves, la mobilisation prend un sens plus politique : l'UGTG dénonce alors l'absence ou les insuffisances du dialogue institutionnel avec les représentants de l'État, les élus ou le patronat. Cette posture de défiance (partagée par la plupart des organisations syndicales en Guadeloupe) ne fait pas basculer de façon mécanique les organisations syndicales dans un registre exclusivement contestataire, mais constitue la base de l'argument qui revient le plus fréquemment pour justifier le recours à la grève et montrer que

ce type d'action fait sens. Par ailleurs, la popularité du mouvement LKP et de son *leader*, Élie Domota (lui-même secrétaire général de l'UGTG), tend à montrer que de nombreux Guadeloupéens reconnaissent la légitimité de l'analyse formulée par l'UGTG quant à la situation économique et sociale en Guadeloupe et de sa critique des élites politiques et économiques locales. Comme le souligne Élie Domota : « Ça c'est un fait particulier à la situation en Guadeloupe : pour trouver un interlocuteur, pour avoir une discussion qui s'approche d'un dialogue social « normal », il faut déplacer le conflit. Sinon, personne ne vous adresse la parole, personne ne vous répond, personne ne vous reçoit. Et c'est seulement si vous êtes très courageux, si vous êtes déterminé qu'après un mois de grève, ou deux mois de grève, et que le conflit se déplace dans la rue que, finalement, quelqu'un va peut-être accepter de vous écouter, ou que vous parvenez à vous faire entendre. Là, il peut y avoir une réponse. Et souvent, la réponse, c'est que la répression frappe. Donc, en Guadeloupe, les problèmes sont posés par les syndicalistes, mais ils restent souvent sans réponse. Les autorités, les gens au sommet là, ils s'en foutent, mais alors ils s'en foutent royalement. Et c'est seulement quand tout explose que les gens disent "on ne devrait pas en arriver là". Effectivement, on devrait pouvoir dialoguer avant, mais ça ne se passe presque jamais comme ça. »¹³

Pour autant, comprendre ce qu'est le LKP, au-delà de ce mot d'ordre de grève générale et de la plateforme de revendications avancée, nécessite de prendre au sérieux l'hypothèse selon laquelle les développements ultérieurs de la mobi-

12. Le mouvement culturel Akiyo est apparu à la fin des années 1970 pour revaloriser la culture guadeloupéenne. Il est rapidement devenu l'un des groupes de carnaval préférés des Guadeloupéens. Dès les années 1980, il s'est positionné sur un terrain militant et de résistance culturelle concomitant à celui de l'UGTG, dénonçant la répression, le malaise social, le colonialisme et reprenant à son compte la musique des laissés-pour-compte de la société guadeloupéenne. De façon générale et parallèlement, le carnaval guadeloupéen a toujours été considéré à la fois comme un exutoire et comme un moyen de dérision.

13. Entretien avec Elie Domota, secrétaire général de l'UGTG et porte-parole du LKP, 29 février 2012.

lisation contre la pwofitasyon tiennent moins à l'unité de point de vue mise en avant qu'à des règles d'interaction circonstanciées et contingentes, produits d'une situation de conflit donnée. Il a fallu, pour l'ensemble des organisations qui étaient partie prenante du LKP, fournir un important travail de décloisonnement afin de mettre sur pied une telle coalition caractérisée par une forte hétérogénéité des participants. Car si le fait de rassembler 48 organisations différentes autour d'un même mot d'ordre apparaît, à première vue, comme un véritable tour de force, ce travail de décloisonnement, commencé dès décembre 2008 à la suite des élections prud'homales, est avant tout le fruit d'un jeu de concurrence et de coopération entre les directions des organisations syndicales. Le « travail unitaire » entre les syndicats au sein du LKP constitue en soi une innovation, même s'il faut prendre en compte le fait que cette innovation a été rendue possible par des événements antérieurs autour desquels cette unité d'action s'est progressivement imposée au cours des années 2000, période durant laquelle s'est développée une politique d'intersyndicale unitaire contre la répression, la vie chère, rythmée par des journées d'action et des premier mai unitaires¹⁴. Le début de la mobilisation fut également marqué par les incertitudes quant à l'ampleur des manifestations sur lesquelles comptaient les militants du LKP pour pouvoir accéder à l'arène des négociations (arène qui

leur fut d'abord refusée). En effet, si les premières manifestations s'étaient révélées importantes, elles ne présageaient pas en elles-mêmes de celles qui allaient suivre à partir de la fin du mois de janvier.

D'ailleurs, lorsqu'on interroge les dirigeants de l'UGTG au sujet des revendications, ils insistent sur le sentiment – présenté comme personnel, mais révélateur au vu de la structure du champ syndical et des rapports de force qui le régissent – que l'UGTG a constitué le centre de gravité de la mobilisation, en centralisant les activités et en hiérarchisant les domaines d'intervention qui lui semblaient prioritaires. Si les dirigeants de l'UGTG ont reconnu la nécessité d'aménager une division spécifique du travail militant au sein du LKP, c'est avec la volonté que cette souplesse ne « déborde » pas du cadre que l'organisation avait instauré afin de rendre le LKP fonctionnel. Le décloisonnement opéré à l'initiative de l'UGTG constitue, en ce sens, une manœuvre stratégique : se sachant largement majoritaire chez les salariés guadeloupéens, l'UGTG a décidé « d'ouvrir le jeu » à d'autres composantes du mouvement social, notamment à des organisations qu'elle pensait probablement pouvoir rapprocher de ses positions. Ainsi, l'UGTG a cherché à éviter toute « coalition dans la coalition » qui lui aurait été défavorable. On peut aussi interpréter cette phase de mise sur pied de la lutte contre la pwofitasyon comme une première séquence d'évaluation mutuelle entre les organisations du LKP.

Pour l'UGTG, la mobilisation de rue constituait la méthode privilégiée d'intervention dans l'espace public, étant donné son expérience en la matière et le climat d'exaspération qui régnait alors en Guadeloupe. Au plus dur du conflit, des manifestations de rue ont rassemblé près

14. En 2002, l'« affaire Madassamy » avait déjà participé à rassembler les organisations syndicales. Un syndicaliste de l'UGTG, Michel Madassamy, avait été accusé de violence à l'encontre des forces de l'ordre et incarcéré, suite à une manifestation de l'UGTG pour dénoncer les prix de l'essence, ce qui avait permis à une première coordination unitaire se mettre en place pour lui apporter un soutien.

de 80 000 personnes, et la Guadeloupe a compté pas moins de quinze barrages tous situés sur des axes de circulation situés sur le pourtour de l'île, ce qui a assuré au LKP un maillage du territoire. La situation a été alors particulièrement préoccupante pour les autorités : la grève paralysait l'ensemble de l'île, et les activités économiques, qu'elles soient industrielles, agricoles, commerciales ou touristiques s'en trouvaient fortement perturbées. Malgré les interventions répétées de la police, les barrages ont tenu et la Guadeloupe « a tourné au ralenti ». Tout en assurant un rôle central dans le conflit, il est clair que l'UGTG s'est montrée particulièrement soucieuse de ne pas abuser de sa position dominante dans le champ syndical. D'abord, au regard du consensus généré par la lutte contre la pwofitasyon, de la popularité d'Élie Domota et de l'audience recueillie par le LKP, qui dépassait largement les cercles indépendantistes. Sur le terrain ensuite, où l'UGTG s'est investie dans la grève tout en se retenant de montrer l'étendue de son savoir-faire pratique en matière d'exercice collectif de la violence, la « force de frappe » du syndicat demeurant cantonnée au service d'ordre qui encadrerait les manifestations appelées par le LKP, agissant à ce titre sans zèle manifeste.

Depuis 2009 : l'avenir du LKP en suspens

Depuis 2009, à la suite de son refus de siéger aux États généraux de l'Outre-

mer initiés par le gouvernement, le LKP a tenté plusieurs fois de remobiliser les Guadeloupéens contre la pwofitasyon, sans parvenir à rassembler autant de gens que pendant la grève des 44 jours. En revanche, la pwofitasyon telle qu'elle a été dénoncée par le LKP a toujours cours, les accords Bino¹⁵ n'ayant pas été appliqués partout et le gel des prix ayant été contourné par la grande distribution – parfois, par le retrait pur et simple des produits touchés par cette mesure. Si l'on prend le LKP dans son ensemble, la question du statut de l'île demeure largement non explicitée, hormis pour l'UGTG, qui « maintient le cap » de la politique indépendantiste. Celle-ci, que l'UGTG aimerait imprimer au LKP, est d'abord une « construction expérimentale », qui s'appuie nécessairement sur une forme de pari sur l'avenir au cœur des luttes sociales et du monde du travail, mais dont les tenants et aboutissants n'ont pas été explicités dans le cadre du collectif. ■

15. Du nom de Jacques Bino, syndicaliste CGTG assassiné le 18 février 2009. Ce premier accord stipule une augmentation de 200 € pour les salariés du privé percevant un salaire égal au SMIC et jusqu'à 1,4 SMIC et le gel des prix visés par le Bureau d'études ouvrières, organe mis en place afin d'opérer des contrôles des prix par les militants du LKP, dans la grande distribution, de vérifier le respect ou non des engagements pris en 2009, et d'obtenir ainsi un ensemble de données et de statistiques pour engager, le cas échéant, diverses actions auprès de l'État.